



Ville de Saint-André-de-Cubzac

Transport d'enfants dans le cadre de sorties scolaires

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Personne représentant le pouvoir adjudicateur

Madame le Maire de la Ville de Saint-André- de- Cubzac

Type de procédure

Procédure adaptée d'accord-cadre à bons de commande en application des articles L. 2132-2 R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14

Date limite de remise des offres

Le 9 janvier 2025 à 12h00

ARTICLE 1 - IDENTIFICATION DE L'ORGANISME QUI PASSE L'ACCORD- CADRE

VILLE DE SAINT-ANDRÉ-DE-CUBZAC
8 Place Raoul Larche
B.P 97
33240 SAINT ANDRÉ DE CUBZAC
Tél : 05.57.45.10.10
Fax : 05.57.45.10.42
Mail : marches.pulics@saintandredecubzac.fr

ARTICLE 2 - PROCÉDURE DE PASSATION.

Le marché est passé selon la procédure adaptée d'accord-cadre à bons de commande en application des articles L. 2132-2 R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14.

ARTICLE 3 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet le transport des enfants des écoles de la Commune lors de sorties scolaires. Bien que ces dernières se déroulent majoritairement pendant le temps scolaire, elles peuvent ponctuellement s'effectuer au-delà des horaires habituels du temps scolaire.

Il s'agit d'un accord cadre mono-attributaire régi par les stipulations des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 dont le minimum et le maximum sont fixés comme suit :

Les minimum et maximum en valeur de l'accord-cadre sont fixés par année à :

- **Minimum : 3 000.00 € HT**
- **Maximum : 20 000.00 € HT**

Ces montants seront identiques pour les périodes de reconduction de l'accord cadre.

La commune ne s'engage pas sur les quantités mentionnées sur le bordereau des prix, celles-ci n'étant qu'estimatives. Elle s'engage, par contre sur un montant minimum et maximum de commande sur l'année.

Les prestations seront exécutées par le biais de bons de commande notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins et rémunérées par application aux quantités réellement exécutées des prix du bordereau de prix propre au présent accord-cadre.

ARTICLE 4 - VARIANTES / OPTION

4-1 Variantes

Les variantes sont autorisées. L'entreprise candidate qui en fait la proposition est tenue d'en écrire le contenu et le prix ainsi que de faire apparaître d'une façon claire et précise son incidence.

4-2 Option

Le présent accord-cadre ne comporte pas d'option.

ARTICLE 5 - DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un an à compter du 10 février 2025, reconductible 3 fois sur décision expresse de la commune. La personne publique prend la décision de reconduire l'accord-cadre par lettre recommandée avec accusé de réception deux mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre. Elle est considérée avoir refusé la reconduction si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai. En cas de non reconduction, aucune indemnité ne sera versée au titulaire.

ARTICLE 6 - RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF, JURIDIQUE ET FINANCIER

6.1 : Dossier de consultation

Retrait du dossier de consultation

Le dossier de consultation est transmis **gratuitement** à chaque candidat qui en fait la demande par lettre ou courrier électronique auprès de la Mairie de Saint-André -de- Cubzac aux coordonnées sus-indiquées.

Le dossier de consultation est également **consultable et téléchargeable gratuitement sur le site www.saintandredecubzac.fr** rubriques Ma ville / Marchés publics (lien vers la plateforme « demat-ampa »).

Contenu du dossier de consultation

Le dossier de Consultation remis au candidat comporte les pièces suivantes :

- 1- L'acte d'engagement
- 2- Le bordereau des prix unitaires
- 3- Le cahier des clauses particulières
- 4- Le règlement de la consultation et son annexe.

L'ensemble de ces pièces constitue le dossier de consultation.

Modification de détail au dossier de consultation

La Commune se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, les modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

6.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

6.3 Modalités de paiement

Le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture. La collectivité procédera au paiement des sommes dues par mandat administratif au compte du titulaire indiqué dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 7 - CONTENU DE L'OFFRE.

La totalité des offres des candidats sera entièrement rédigée en langue française.
Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

L'unité monétaire pour l'exécution du présent accord-cadre est ***l'Euro***.

Le dossier à remettre par les candidats sera placé sous enveloppe cachetée contenant les renseignements concernant la candidature et l'offre.

L'enveloppe contiendra les pièces suivantes :

7.1 Les pièces administratives demandées aux candidats

Le candidat devra fournir les éléments suivants dans son dossier de candidature :

A / Une lettre de candidature (sur le modèle de l'imprimé DC1 par exemple),

B / Une déclaration du candidat (sur le modèle de l'imprimé DC2 par exemple),

(Les candidats peuvent remettre, en lieu et place des DC1 et DC2, un Document Unique de Marchés Européens)

C / Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée (cf : annexe 1 – pages 8 et 9) :

D / Une copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire,

E / Les renseignements et/ou documents suivants :

- Une Présentation d'une liste de références du candidat pour prestations similaires ;
- Une attestation d'assurance (responsabilité civile et professionnelle en particulier contre les conséquences de tout sinistre causées aux tiers et voyageurs transportés)
- Une copie des autorisations de mise en circulation (cartes violettes) et des certificats d'immatriculation des véhicules,
- Une copie des certificats de visites techniques des véhicules ;
- Une copie du certificat de capacité transport ;
- Une copie des cartes d'identité des chauffeurs, ainsi que de leur permis de conduire.

Vérification de la régularité fiscale et sociale du candidat

A l'issue de la procédure, le candidat à qui la personne représentant le Pouvoir Adjudicateur envisage d'attribuer le marché devra fournir, s'il ne les a pas déjà fournies, dans les 10 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur :

- les pièces mentionnées aux articles D.8222-5 ou D8222-7 à 8222-8 du Code du Travail,
- les photocopies des certificats fiscaux et sociaux visés à l'article R 2143-15 du code de la commande publique ou l'état annuel des certificats reçus attestant que l'entreprise est à jour de ses cotisations au 31/12/2023. Les photocopies devront être certifiées conformes à l'original.
- Par ailleurs, ce dernier devra également remettre dans les mêmes délais un extrait de l'inscription au registre du Commerce et des Sociétés de l'entreprise.

Dans le cas où le candidat retenu ne fournirait pas les justificatifs demandés par l'administration dans le délai de 10 jours, ce candidat sera écarté au profit du candidat suivant dans l'ordre du classement des offres.

7.2 L'offre

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes :

- **L'acte d'engagement** : document ci-joint à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés et habilités de toutes les entreprises candidates ayant vocation à être titulaires de l'accord-cadre;
- Le **Bordereau des prix dûment complété et signé** ;
- Le **Cahier des Clauses Particulières**, à accepter sans modification, paraphé, daté, signé et revêtu du cachet de l'entreprise ;
- Un **mémoire technique** composé à minima d'une présentation des moyens techniques et humains d'exécution mis en œuvre par le candidat (liste des véhicules, chauffeurs, interlocuteur privilégié chargé de la gestion de l'accord-cadre...);

ARTICLE 8 -ANALYSE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

Analyse des candidatures

Les candidatures qui ne sont pas recevables en application de l'article R 2144-7 du code de la commande publique et qui ne sont pas accompagnées des pièces administratives mentionnées ci-dessus ou qui ne présentent pas des garanties techniques et financières suffisantes ne sont pas admises.

Les articles R2144-1 et R2144-2 du code de la commande publique prévoit une possibilité pour les candidats de compléter leur candidature. Il est rappelé que cette possibilité n'est en aucun cas une obligation. **Aussi, la collectivité attire l'attention des candidats sur la nécessité de présenter des dossiers complets.**

Jugement des offres

Les critères que retient la Personne représentant le pouvoir adjudicateur pour procéder à l'analyse des offres et retenir l'offre économiquement la plus avantageuse sont pondérés de la manière suivante:

1 – Prix	70 %
(offre mini / offre du candidat x 70)	
2 – Valeur technique appréciée notamment au regard du mémoire technique	30 %
** Moyens humains d'exécution (interlocuteur privilégié, chauffeurs...) /15	
** Moyens techniques d'exécution (liste des véhicules...) /15	

*Les offres seront classées par ordre décroissant, l'offre la mieux classée sera retenue.
Les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables seront éliminées.*

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans le bordereau de prix seront rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié du bordereau de prix qui sera pris en considération.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'acte d'engagement prévaudront sur toutes autres indications de l'offre.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'avoir recours à une négociation avec les candidats. Toutefois, les candidats sont invités à remettre dès leur première offre, leur meilleure offre.

Par ailleurs, la Collectivité se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation, pour des motifs d'intérêt général.

ARTICLE 9 - DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES

Les offres doivent être remises avant : le 9 janvier 2025 à 12h00.

ARTICLE 10 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

En cas d'offres par voie électronique, elles devront être adressées uniquement via la plateforme « Marchés publics d'Aquitaine ».

Conformément aux articles R.2132-2 et suivants du code de la commande publique, les offres seront communiquées par voie électronique en toute confidentialité et de manière sécurisée sur le site www.saintandredecubzac.fr rubriques Ma Ville – Marchés publics -> Lien vers la plateforme « Marchés publics d'Aquitaine », ou directement sur le site <https://marchespublics-aquitaine.org>.

Les offres pourront également être déposées en mairie, 8 Place Raoul Larche à Saint-André-de-Cubzac sous un pli cacheté reprenant le nom de la consultation. Elles doivent parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans le présent règlement. Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ne seront pas retenus ni même analysés.

L'envoi sur un support physique électronique (CD ROM ou disquette) n'est pas autorisé dans le cadre de la présente consultation.

Le mode de transmission est global et irréversible.

Le candidat ne peut procéder à un double envoi d'un pli par courrier et par voie électronique. Si tel est le cas, la candidature des deux versions sera rejetée par l'acheteur public.

La copie de sauvegarde transmise à l'appui d'une candidature électronique n'est pas considérée comme entrant dans l'hypothèse du double envoi.

Transmission de l'offre par voie électronique :

L'offre transmise par voie électronique sera également composée d'une seule enveloppe, contenant :

- *les justifications à produire par le candidat conformément à l'article 7 du présent règlement. Il est demandé au candidat un fichier électronique (format word, excel, PDF, etc.) par document transmis.*
- *La candidature conformément à l'article 7 du présent Règlement. Il est également demandé au*

candidat de transmettre un fichier électronique (format word, excel, PDF, etc.) par document constitutif de l'offre (exemple : 1 fichier pour l'acte d'engagement, etc...).

Copie de Sauvegarde

Les candidats peuvent adresser par voie postale ou remettre contre récépissé à la Mairie, à l'appui de leur offre électronique, une copie de sauvegarde sur support physique papier.

Le pli cacheté portera la mention lisible « copie de sauvegarde ».

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique papier doivent faire parvenir cette copie avant la date et l'heure limites mentionnées à l'article 5.3 du présent règlement de la consultation.

Les copies de sauvegarde qui seraient reçues après la date et l'heure limites précitées et/ou ne respectant pas les conditions de transmission ne seront pas ouvertes et déclarées irrecevables.

La copie de sauvegarde sera utilisée dans les cas décrits par l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique.

Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il sera détruit par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 11 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de BORDEAUX

9 Rue Tastet - BP 947

33 063 Bordeaux Cedex

Téléphone : 05.56.99.38.00 - Télécopie : 05.56.24.39.03

Mail : greffe.ta-bordeaux@juradm.fr

ARTICLE 12 - RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.

Tout renseignement complémentaire pourra être demandé à :

Madame le Maire

Mairie de Saint -André- de- Cubzac

Service Affaires juridiques et Procédures

8 Place Raoul Larche B.P 97

33240 SAINT ANDRÉ DE CUBZAC

Tél : 05.57.45.10.10

Adresse messagerie électronique : marches.publics@saintandredecubzac.fr

Les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard **10 jours** avant la date limite de remise des offres. Cette demande pourra être effectuée par mail/via la plateforme demat-ampa ou par courrier.

Une réponse sera alors adressée au plus tard **6 jours** avant la date fixée pour la réception des offres.

Annexe n° 1 : Attestation sur l'honneur

Attestation à joindre, compléter, dater et signer par les candidats

« Je soussigné (e)

agissant en qualité de

déclare sur l'honneur en application des articles L2141-1 à L2141-6 du code de la commande publique:

que l'entreprise (Nom et adresse).....

.....

.....

inscrite au registre du commerce et/ou registre des métiers sous le numéro

n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-6 du code de la commande publique:

a) Condamnation définitive :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-38, 222-40, 225-1, 226-13, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 413-9 à 413-12, 421-1 à 421-2-3, au deuxième alinéa de l'article 421-5, à l'article 433-1, au second alinéa de l'article 433-2, au huitième alinéa de l'article 434-9, au second alinéa de l'article 434-9-1, aux articles 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, à l'article 1741 du code général des impôts, aux articles L. 2339-2 à L. 2339-4, L. 2339-11-1 à L. 2339-11-3 du code de la défense et à l'article L. 317-8 du code de la sécurité intérieure, ou pour une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- ne pas être exclu des marchés publics, à titre de peine principale ou complémentaire prononcée par le juge pénal, sur le fondement des articles 131-10 ou 131-39 du code pénal ;

b) Lutte contre le travail illégal :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail, ou pour des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union européenne ;

- pour les contrats administratifs, ne pas faire l'objet d'une mesure d'exclusion ordonnée par le préfet, en application des articles L. 8272-4, R. 8272-10 et R. 8272-11 du code du travail ;

c) Obligation d'emploi des travailleurs handicapés ou assimilés : pour les marchés publics et accords-cadres soumis au code des marchés publics, être en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;

d) Liquidation judiciaire : ne pas être soumis à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce, ne pas être en état de faillite personnelle en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du même code, et ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

e) Redressement judiciaire : ne pas être admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, ou justifier d'une habilitation à poursuivre ses activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché public ou de l'accord-cadre ;

f) Situation fiscale et sociale : avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale et acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, ou s'être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement ;

g) Marchés de défense et de sécurité :

- ne pas avoir été sanctionné par la résiliation de son marché et ne pas avoir vu sa responsabilité civile engagée depuis moins de cinq ans, par une décision de justice définitive, pour méconnaissance de ses engagements en matière de sécurité d'approvisionnement ou de sécurité de l'information, ou avoir entièrement exécuté les décisions de justice éventuellement prononcées à son encontre et établir, par tout moyen, que son professionnalisme ne peut plus être remis en doute ;

- avoir la fiabilité nécessaire pour éviter des atteintes à la sécurité de l'Etat ;

h) Egalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

- ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées à l'article L. 1146-1 du code du travail ;

- avoir, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, mis en œuvre l'obligation de négociation prévue à l'article L. 2242-5 du code du travail ou, à défaut, avoir réalisé ou engagé la régularisation de cette situation à la date de la soumission ;

Fait à

Le

Signature et tampon